

# Qui veut du respect...

ÉCRIT PAR PIERRE-EDOUARD PICORD

17 avril 2020

Plusieurs commentateurs ont cette semaine cassé du sucre sur le dos du préfet. La grogne n'est pas nouvelle. Philippe Gustin ne fait pas dans la dentelle. Il prévoit d'installer en Guadeloupe, 395 000 habitants, une centaine de radars tourelle. Bien plus, qu'il y en aurait dans les Bouches du Rhône (treize pour plus de deux millions d'habitants). Cela au motif que nous sommes en Guadeloupe les plus grands meurtriers sur route de France et de Navarre réunis. Mesure utile à un objectif ? Il y a eu Jacques Bangou, ancien maire de Pointe-à-Pitre, contraint à la démission, pour mauvaise gestion. Dont acte. Vint le tour de Joël Beaugendre mis en garde à vue, puis convoqué en correctionnelle deux jours avant le premier tour des Municipales. Le maire de Capesterre-Belle-Eau n'avait pas payé ses impôts dans les délais impartis. Ce préfet soigne une réputation d'homme à poigne qui n'a pas une haute idée des élus de Guadeloupe. Du coup, il est affublé du nom de gouverneur, en mémoire du funeste temps des colonies. Époque où le représentant de l'État en Guadeloupe agissait en proconsul. La période de confinement obligatoire que nous vivons a ouvert aux préfets des prérogatives élargies (décret 26 mars du Premier ministre). Des ingérences disproportionnées ? Le temps de l'analyse arrive. Mais en attendant, il en fait usage, il en a le droit. Reste la posture. Le préfet n'est pas tenu d'user de formules vexatoires. « *Le chien aboie la caravane passe* » asséné sur un plateau de télévision est du plus mauvais effet. Davantage en Guadeloupe que dans l'Hexagone car ici, la formule sous-entend le mépris. C'est comme si à Paris un représentant de l'État justifiait une décision auprès d'un journaliste par la formule « *rien à foutre* ». Toutefois, qui veut du respect s'en procure. L'écoute, la coopération et l'esprit dont ont fait preuve les élus du conseil régional lors de la dernière plénière en visioconférence sont de nature à inspirer ce respect. D'abord auprès des Guadeloupéens, ensuite auprès du représentant de l'État. Ils peuvent mieux faire. Le Covid-19 était l'occasion de créer une cellule de travail entre élus de tous bords et de toutes collectivités afin de renforcer et coordonner leurs actions en cette

période de crise. Elle aurait permis de passer une commande globale de masques, et d'éviter une séquence polémique inutile, qui elle, ne force pas le respect.